REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle sur Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

CONSEIL MUNICIPAL

DÉLIBÉRATION

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 19
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB-2026-10-01-0-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/01 – PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Rapporteur : M. Dider BOLE-BESANÇON, premier adjoint.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles :

- L.153-36 et suivants relatifs à la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme,
- L.153-37 relatif à l'arrêté du Maire prescrivant la modification et fixant les objectifs poursuivis,
- L.153-40 relatif à la notification aux personnes publiques associées,
- L.132-7 et L.132-9 relatifs aux personnes publiques associées,
- R.153-20 et R.153-21 relatifs aux mesures de publicité ;

Vu la loi n°2025-1129 du 26 novembre 2025 de simplification du droit de l'urbanisme et du logement, dite « loi HUWART », et notamment les dispositions relatives à la procédure de modification unique du Plan Local d'Urbanisme, entrées en vigueur le 26 mai 2026 ;

Vu la délibération n°2019/02/07/01 du 02 juillet 2019 par laquelle le conseil municipal a approuvé la révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération n°DB.2021/27/01/04 du 27 janvier 2021 autorisant M. le Maire à prescrire une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme, relative à la correction d'une erreur matérielle de report des données du Plan de Prévention des Risques Inondation sur le règlement graphique ;

Vu les arbitrages sur les points de modification arrêtés en commission urbanisme du 29 juillet 2026 ;

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°DB.2019/02/07/01 du 02 juillet 2019, le conseil municipal a approuvé son Plan Local d'Urbanisme. (PLU)

Dès son entrée en application, une erreur matérielle a été identifiée sur le règlement graphique : le report des données SIG du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) n'y était pas correct, la couche violette ayant disparu au profit de la zone bleue, elle-même légèrement tronquée sur un secteur. Pour corriger ce point, le conseil municipal a, par délibération n°DB.2021/27/01/04 du 27 janvier 2021, autorisé M. le Maire à prescrire, par voie d'arrêté, une modification simplifiée du PLU.

Cette procédure s'inscrivait dans le cadre juridique alors en vigueur. Conformément aux articles L.153-36 et suivants du code de l'Urbanisme, la modification du PLU est une procédure d'ajustement technique du document d'urbanisme, qui ne peut ni changer l'économie générale du PADD ni porter atteinte à ses orientations. Elle se déclinait alors en deux procédures distinctes : la modification de droit commun, impliquant l'organisation d'une enquête publique, et la modification simplifiée pour laquelle une simple mise à disposition du dossier auprès du public suffisait.

Depuis le 26 mai 2026, le cadre légal a évolué. La loi HUWART a fusionné les anciennes procédures de « modification de droit commun » et de « modification simplifiée » en une procédure de modification unique. Par défaut, lorsque le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, cette modification se déroule sans enquête publique, par simple mise à disposition du dossier auprès du public.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB-2026-10-01-0-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente procédure, motivée par le bilan de plusieurs années de pratique opérationnelle du PLU. L'application quotidienne du document et l'instruction des dossiers d'urbanisme ont mis en lumière la nécessité d'ajuster le document sur plusieurs aspects stratégiques et techniques.

- Des ajustements textuels sont nécessaires pour assouplir ou clarifier certaines dispositions du règlement écrit qui, à l'usage, se révèlent trop contraignantes ou inadaptées aux réalités constructives actuelles, notamment en matière de renouvellement urbain.
- La mise à jour du plan de zonage pour les Emplacements Réservés (ER), afin de supprimer ceux devenus sans objet ou d'en modifier le périmètre pour coller aux besoins réels de la collectivité.
- La levée de la trame d'inconstructibilité d'une zone précédemment grevée d'une interdiction de bâtir, les motifs techniques ayant justifié cette inconstructibilité étant aujourd'hui résolus.
- L'abandon de Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dit du Crédit Agricole, le projet d'aménagement initialement prévu sur ce secteur n'étant plus d'actualité.

Conformément à la loi, la présente modification ne remet pas en cause l'économie générale du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ni ses orientations : elle porte uniquement sur des ajustements ponctuels du règlement, sans réduction d'espace boisé classé, de zone agricole ou naturelle, et sans incidence justifiant une évaluation environnementale. Elle relève donc, conformément au nouveau cadre issu de la loi HUWART, de la procédure de modification sans enquête publique, par simple mise à disposition du dossier auprès du public.

La procédure de modification se décline en 6 étapes :

Une délibération autorisant M. le Maire à prescrire la modification. Elle n'est plus obligatoire mais reste recommandée pour sécuriser la procédure. Elle est accompagnée d'un arrêté du Maire prescrivant la modification du PLU et fixant les objectifs poursuivis, ainsi que des mesures de publicité de cet arrêté ;

- la notification du dossier de projet de modification au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'Urbanisme, ainsi qu'à l'EPCI compétent (article L.153-40 du code de l'Urbanisme) ;
- la mise à disposition du dossier auprès du public pendant 1 mois minimum, dans des conditions permettant au public de formuler des observations, précédée d'un délai de publicité préalable de 8 jours ;
- une réunion de bilan sur les avis des personnes publiques associées et les observations du public, permettant d'amender le cas échéant le projet de modification ;
- une délibération approuvant le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier et des observations du public (articles L.153-41, L.153-43 et L.153-44 du code de l'Urbanisme), accompagnée des mesures de publicité (articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'Urbanisme) ;
- la notification de la modification approuvée au préfet, aux personnes publiques associées consultées et, le cas échéant, à l'EPCI porteur du SCoT, ainsi que la mise à jour du PLU sur le Géoportail de l'Urbanisme.

La durée de la procédure est estimée à environ 9 mois, entre l'arrêté de prescription (octobre 2026) et la délibération d'approbation (juin 2027).

Considérant que les ajustements envisagés ne remettent pas en cause l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ni ses orientations,

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB-2026-10-01-0-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Considérant que le projet de modification ne réduit ni espace boisé classé, ni zone agricole ou naturelle et forestière, et n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement de nature à justifier une évaluation environnementale,

Considérant que le projet de modification relève dès lors de la procédure de modification prévue aux articles L.153-36 et suivants du code de l'urbanisme, dans sa rédaction issue de la loi HUWART, laquelle peut se dérouler sans enquête publique, par simple mise à disposition du dossier auprès du public,

Considérant qu'il convient, en conséquence, d'autoriser Monsieur le Maire à prescrire cette modification du Plan Local d'Urbanisme par voie d'arrêté municipal,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

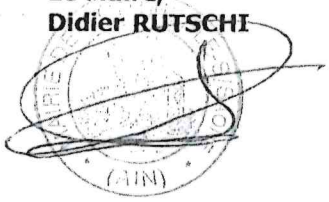
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prescrire la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération n°2019/02/07/01 du 02/07/2019, par le biais d'un arrêté municipal, et modifiée par délibération n°DB.2021/27/01/04 du 27 janvier 2021.

La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

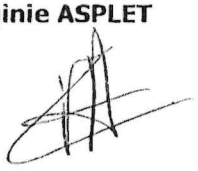
Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI



Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET



Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB-2026-10-01-0-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle sur Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

CONSEIL MUNICIPAL

DÉLIBÉRATION

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-02-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/02 – PROROGATION DU BAIL A CONSTRUCTION SEMCODA – RÉSIDENCE DU PARC – PARCELLE AH 590

Rapporteur : M. le Maire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-29 ;
Vu le Code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L. 251-1 et suivants relatifs au bail à construction ;

Vu l'acte de bail à construction sous conditions suspensives signé le 19 juillet 1986 entre la Commune de Montmerle-sur-Saône et la SEMCODA ;

Vu l'acte de bail à construction réitéré le 28 mars 1987 entre la Commune de Montmerle-sur-Saône et la SEMCODA, portant sur la parcelle cadastrée section AH n°590, d'une superficie de 4 940 m², pour une durée de 42 années, soit jusqu'au 27 mars 2029 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 18 avril 1986 autorisant la signature dudit bail à construction ;

Vu le courrier de la SEMCODA en date du 16 mai 2024 sollicitant une prorogation du bail à construction précité pour une durée de 25 années, afin de permettre le financement d'un programme de réhabilitation du patrimoine bâti ;

Vu le courrier de la Commune en date du 3 juin 2024 donnant un accord de principe à cette prorogation ;

Vu l'avis des Domaines en date du 11 juillet 2024, évaluant la redevance annuelle à 46 487 € HT, assorti d'une marge d'appréciation de 10% ;

Vu l'avis rectificatif des Domaines en date du 4 avril 2025, évaluant la redevance totale sur la période 2025-2054 à 449 923,56 € HT, soit environ 15 515 € par an, assorti d'une marge d'appréciation de 10% ;

Vu le courrier de la SEMCODA en date du 11 juin 2025 sollicitant la prise en compte des déficits d'exploitation prévisionnels constatés entre 2025 et 2032, à hauteur de 304 000 €, dans le calcul de la redevance annuelle ;

Vu le courrier de la Commune en date du 3 juillet 2026 proposant à la SEMCODA de fixer la redevance annuelle à 8 000 € ;

Vu le courrier de la SEMCODA en date du 30 juillet 2026 confirmant son accord de principe sur la prorogation du bail jusqu'en 2054 et sur le versement d'une redevance annuelle de 8 000 € ;

Monsieur le Maire rappelle que le 28 mars 1987, la Commune de Montmerle-sur-Saône a signé avec la SEMCODA un bail à construction portant sur la parcelle cadastrée AH n°590, 35 avenue des Maisons Neuves, pour une durée de 42 ans, soit jusqu'au 27 mars 2029, excluant toute reconduction tacite.

Ce bail a permis l'édification de 20 logements collectifs locatifs sociaux répartis en deux bâtiments, ainsi que 19 garages, moyennant un loyer versé à la signature de 490 769,61 francs et un loyer annuel symbolique d'un franc.

Depuis mai 2024, la SEMCODA a engagé des échanges avec la Commune afin d'obtenir une prorogation de ce bail d'une durée de 25 ans, soit jusqu'en 2054. Cette demande est motivée par un projet de réhabilitation du programme immobilier « Résidence du Parc », portant notamment sur la réfection des façades, le

Accusé de réception préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-02-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

remplacement des menuiseries extérieures, la mise en sécurité électrique, le remplacement des VMC et des sols, ainsi que l'éclairage des parties communes, pour un coût prévisionnel de 1 119 374,83 € TTC.

Compte tenu que le financement de ces travaux nécessite le recours à des emprunts bancaires d'une durée de 25 ans, la SEMCODA a besoin de disposer d'une visibilité sur l'occupation du site au moins jusqu'à l'échéance de ces emprunts, d'où la demande de prorogation du bail jusqu'en 2054.

Par courrier du 3 juin 2024, la Commune a donné un accord de principe à cette prorogation, sous réserve de la confirmation par délibération du conseil municipal, après sollicitation de l'avis des Domaines.

Sollicités une première fois le 11 juillet 2024, les services des Domaines avaient évalué la redevance annuelle à 46 487 € HT, assortie d'une marge d'appréciation de 10%. Un avis rectificatif, rendu le 4 avril 2025 sur la base d'une nouvelle méthode de calcul dite du « business plan », fondée sur les comptes d'exploitation prévisionnels de l'opération portée par la SEMCODA, a ramené cette évaluation à 449 923,56 € HT sur l'ensemble de la période 2025-2054, soit environ 15 515 € par an, toujours assortie d'une marge d'appréciation de 10%.

Par courrier du 11 juin 2025, la SEMCODA a contesté cette méthode de calcul, estimant qu'elle ne prenait en compte que les excédents d'exploitation cumulés sur la période, sans intégrer les déficits constatés entre 2025 et 2032, évalués à 304 000 €. En déduisant ce montant de l'évaluation rectificative des Domaines, la SEMCODA a proposé de fixer la redevance totale à 145 924 € sur 29 ans, soit environ 5 032 € par an, ce qui représentait une baisse de 67% par rapport à l'avis rectificatif des Domaines.

C'est dans ce contexte que la Commune, par courrier du 3 juillet 2026, a proposé de porter la redevance annuelle à 8 000 €, afin de permettre la réalisation du programme de réhabilitation tout en limitant le risque juridique.

Considérant que le bail à construction du 28 mars 1987 arrive à échéance le 27 mars 2029 et qu'il exclut toute reconduction tacite, de sorte qu'à défaut de prorogation expresse, les 20 logements sociaux et les 19 garages qu'il porte redeviendraient propriété de la Commune à cette date,

Considérant que la SEMCODA a engagé un programme de réhabilitation du patrimoine bâti pour un coût prévisionnel de 1 119 374,83 € TTC,

Considérant que ce programme de réhabilitation s'inscrit dans les objectifs de rénovation énergétique du parc de logements sociaux, et répond ainsi à un motif d'intérêt général,

Considérant que le financement de ce programme nécessite le recours à des emprunts bancaires d'une durée de 25 années, conduisant à une prorogation du bail à construction jusqu'en 2054 afin de garantir à la SEMCODA la visibilité nécessaire au remboursement desdits emprunts,

Considérant que le maintien de 20 logements sociaux sur le territoire communal répond à un besoin avéré et constitue à ce titre un motif d'intérêt général justifiant la prorogation sollicitée,

Considérant que l'avis rectificatif des Domaines du 4 avril 2025, fondé sur la méthode dite du « business plan », a été établi sur la seule base des excédents d'exploitation prévisionnels cumulés sur la période 2025-2054, sans tenir compte des déficits d'exploitation constatés entre 2025 et 2032, évalués par la SEMCODA à 304 000 €,

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-02-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Considérant que la prise en compte de ces déficits d'exploitation, avérés et documentés, constitue une contrepartie économique de nature à justifier une redevance annuelle inférieure à l'évaluation domaniale,

Considérant qu'au terme du bail à construction, en 2054, l'ensemble immobilier édifié par la SEMCODA reviendra sans indemnité à la Commune, laquelle bénéficiera ainsi, en plus de la redevance annuelle, d'un bien réhabilité,

Considérant que l'intégralité du coût du programme de réhabilitation est portée par la SEMCODA, sans charge financière directe pour la Commune autre que la garantie d'emprunt habituellement sollicitée dans ce type de montage,

Considérant que le présent dossier ne s'inscrit dans aucune procédure de mise en concurrence ou de cession à un tiers, et qu'aucune société, aucun particulier ni aucun candidat acquéreur évincé n'est susceptible d'être lésé par la fixation de cette redevance,

Considérant que la redevance annuelle de 8 000 € proposée par la Commune, bien qu'inférieure de 48,4% à l'estimation rectificative des Domaines du 4 avril 2025, demeure justifiée par l'ensemble des motifs d'intérêt général et des contreparties énoncés ci-dessus, et ne saurait dès lors être regardée comme une libéralité ou une cession à vil prix,

Considérant que la SEMCODA a confirmé, par courrier du 30 juillet 2026, son accord de principe sur la prorogation du bail jusqu'en 2054 et sur le versement de cette redevance annuelle,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

- **APPROUVE** la prorogation du bail à construction du 28 mars 1987, conclu avec la SEMCODA, portant sur la parcelle cadastrée section AH n°590, jusqu'au 27 mars 2054, de fixer le montant de la redevance annuelle due par la SEMCODA à 8 000 €.

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer l'acte de prorogation du bail à construction ainsi que tout document afférent à cette opération.

La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI

(AIN)

Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-02-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle sur Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

CONSEIL MUNICIPAL

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

DÉLIBÉRATION

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/03 – CONVENTION ANNUELLE DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE SALLES – ECOLE DE MUSIQUE 3 RIVIERES

Rapporteur : M. Dider BOLE-BESANÇON, premier adjoint.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2144-3 relatif aux conditions de mise à disposition des locaux communaux,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2125-1 et L.2125-1-1°,

Vu la demande formulée par l'association « École de Musique 3 Rivières », sollicitant la mise à dispositions de salles communales pour y dispenser des cours de musique,

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative, la Commune met à disposition des associations locales des locaux communaux pour l'exercice de leurs activités.

L'association « École de Musique 3 Rivières », dont l'objet est l'enseignement de la musique et la promotion de la pratique musicale auprès de tous les publics, sollicite le renouvellement de la mise à disposition de plusieurs salles communales pour l'année 2026-2027.

Cette mise à disposition, consentie à titre gratuit, porte sur les locaux suivants :
- Salle d'évolution de l'école maternelle Mick Micheyl,
- Salle des Chaisiers,
- Salles vertes (salles de musique),
- Salle des Expositions.

Les modalités et conditions d'utilisation de ces locaux seraient fixées par une convention annuelle, conclue de manière rétroactive à compter du 1er septembre 2026 et applicable jusqu'au 31 août 2027.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention annuelle de mise à disposition à titre gratuit de salles au bénéfice de l'association École de Musique 3 Rivières, pour la période du 1er septembre 2026 au 31 août 2027.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer lesdites conventions ainsi qu'à prendre toute mesure nécessaire à leur mise en œuvre.

La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI

Le secrétaire de séance,
Virgine ASPLET

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

CONVENTION ANNUELLE DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE SALLES A MONTMERLE-SUR-SAÔNE 2026-2027

Approuvée par délibération n°DB-2026.10.01-03 du conseil municipal du 01 octobre 2026.

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

La **Commune de MONTMERLE-SUR-SAÔNE**, représentée par **Madame Corinne DUDU**, 2ème adjointe au Maire, **déléguée aux associations et au sport**, agissant en cette qualité en vertu d'un arrêté de délégation de fonctions et de signature n°26/245 en date du 15 mai 2026,

Désignée ci-après par « La Commune »,

D'UNE PART,

ET :

Et **l'association bénéficiaire** dénommée « **École de Musique 3 Rivières** » (association à but non lucratif, régie par la loi du 1er juillet 1901) dont le siège est « **29 rue des Minimes à Montmerle-sur-Saône** » et dont l'objet est « **l'enseignement de la musique et de la pratique musicale, sous toutes ses formes, ainsi que la promotion et la diffusion de la culture musicale auprès de tous les publics** », représentée par sa **présidente, Mme Guillemette BOURMEYSTER** dont les statuts ont été régulièrement déposés en Mairie d'autre part,

Désignée ci-après, « L'Occupant »,

D'AUTRE PART,

PROJET

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Commune de MONTMERLE-SUR-SAÔNE met à disposition des locaux dans le but de soutenir la vie associative et de favoriser le développement des activités et des services en direction des habitants.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités et les conditions d'utilisation des locaux dont la Commune de MONTMERLE-SUR-SAONE est propriétaire et qui sont mis à disposition de l'Occupant.

IL A CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE I - MISE A DISPOSITION

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

À la demande de l'Occupant susnommé, la Commune de MONTMERLE-SUR-SAÔNE met à sa disposition les locaux désignés à l'article 2 de la présente convention pour l'organisation de ses activités, selon les modalités et conditions indiquées dans les articles qui suivent.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX

La Commune met à disposition de l'Occupant le ou les locaux suivants, dont elle est propriétaire, comme suit :

DENOMINATION DE LA SALLE	JOUR	HORAIRES D'UTILISATION	ACTIVITE(S)	CAPACITE D'ACCUEIL
Salle d'évolution de l'école maternelle Mick Micheyl	Mercredi	18h00 – 21h00	Musique	50 personnes
Salle des Chaisiers	Lundi Mardi Mercredi Samedi	15h00 – 20h00 17h00 – 20h00 09h00 – 21h00 09h00 – 13h00	Musique	19 personnes
Salles Vertes (salles de musique 1, 2 et 3)	Lundi Mardi Mercredi Jeudi Vendredi Samedi	15h00 – 20h00 15h00 – 21h00 09h00 – 21h00 15h00 – 21h00 15h00 – 21h00 09h00 – 12h00	Musique	6 personnes / salle*
Salle des Expositions	Mercredi Jeudi	11h45 – 12h15 15h00 – 17h00 17h00 – 21h00	Musique	19 personnes*

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

* La capacité maximale cumulée de la salle des Expositions et des salles de musique est limitée à 19 personnes. Ainsi, la présence de 19 personnes dans la salle des Expositions interdit l'accès concomitant aux salles de musique.

L'accès à la salle d'évolution de l'école maternelle Mick Micheyl s'effectue sans chaussures et exclusivement par l'entrée secondaire de l'établissement (accès périscolaire). Cette salle ne dispose d'aucun accès aux toilettes. Les membres de l'association sont donc invités à utiliser les sanitaires de la salle des fêtes.

L'Occupant s'engage à respecter le(s) créneau(x) horaire(s) qui lui est (sont) attribué(s). Il est rappelé que chaque nouvelle version du planning annuel de l'équipement transmise par mail fait foi quant aux créneaux mis à disposition.

L'Occupant peut formuler une demande de mise à disposition occasionnelle de la salle ou des salles en dehors des créneaux indiqués ci-dessus, par mail adressé à contact@mairie-montmerle.fr, un mois avant la date souhaitée. Le cas échéant, le bénéfice de la présente convention de mise à disposition ne confère pas de droit ou de priorité à la délivrance d'une convention de mise à disposition occasionnelle, qui dépendra de la disponibilité de la salle.

ARTICLE 3 – MATERIEL MIS A DISPOSITION

Le prêt du matériel (tables et chaises) disponible au sein du local en vue de pratiquer la ou les activités est accordé gratuitement à l'Occupant, à ses risques. Il devra en outre nettoyer et ranger le matériel à l'emplacement prévu à cet effet.

ARTICLE 4 - DESTINATION

Le local mis à disposition de l'Occupant doit être utilisé conformément à sa destination, telle que prévue au point « Activité(s) » figurant à l'article 2, et dans le respect des dispositions de la présente convention.

Aucune autre activité ne pourra y être exercée sans l'accord de la Commune sous peine de résiliation de la présente convention.

ARTICLE 5 – NATURE JURIDIQUE

La présente convention ne confère aucun droit d'occupation constitutif de droits réels.

En cas de force majeure, rendant l'utilisation du local impossible, l'Occupant ne pourra prétendre à aucune indemnisation auprès de la Commune d'éventuelles pertes financières.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

TITRE II - FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN, MAINTENANCE, SECURITE

ARTICLE 6 – GESTION FONCTIONNELLE DU LOCAL

L'occupant ne pourra exercer dans le local mis à disposition d'autre activité que celle prévue à l'article 4 « DESTINATION » de la présente convention.

L'Occupant sera tenu d'occuper les lieux mis à disposition respectueusement en vue d'y exercer les activités autorisées par la Commune.

Il devra notamment veiller, durant l'activité et à l'issue de celle-ci, à assurer la sécurité du local dont il a l'usage par un contrôle rigoureux de l'ouverture et de la fermeture du bâtiment mis à sa disposition.

L'Occupant est garant des personnes entrant dans le bâtiment. Il devra interdire l'accès à toute personne contrevenant aux dispositions de la présente convention.

L'Occupant veillera à assurer une utilisation rationnelle et économe des fluides (eau, électricité, gaz).

Conformément à la réglementation en vigueur, il est interdit de fumer et de consommer des boissons alcoolisées dans l'enceinte du bâtiment.

L'Occupant veille à ce que l'arrivée et le départ des élèves et intervenants s'effectuent dans le calme, notamment dans les parties communes et aux abords immédiats du bâtiment, afin de ne pas troubler le voisinage.

La pratique instrumentale et vocale, ainsi que l'usage de tout matériel d'amplification ou de sonorisation, doivent rester compatibles avec la tranquillité du voisinage. À ce titre, aucun cours ou répétition générant des nuisances sonores excessives ne pourra se tenir après 22 heures, sauf autorisation expresse et préalable de la Commune. L'Occupant s'engage à limiter le volume sonore aux heures d'ouverture au public du bâtiment.

La Commune remettra à l'Occupant un jeu de 2 clés à l'Occupant permettant l'accès au local, dont la remise fera l'objet d'un bordereau contradictoire signé par les deux parties.
L'Occupant s'engage à tenir un registre à jour de l'ensemble des personnes détenant les clés du local et veillera à garantir leur restitution dès que la personne concernée en perdra le bénéfice.
Toute reproduction ou duplication de clés supplémentaires est strictement interdite, de même que tout changement de serrure donnant accès au bâtiment par l'Occupant.
En cas de perte, de vol ou de non-restitution d'une ou plusieurs clés, l'Occupant en informera immédiatement la Commune et prendra à sa charge, le cas échéant, les frais de reproduction conformément au tarif en vigueur défini par décision du Maire.
Lors de la restitution du local, l'Occupant s'engage à remettre à la Commune l'intégralité de clés mentionnées sur le bordereau initial. Un état du nombre de clés restituées sera établi et signé par les deux parties, permettant ainsi d'écarter toute contestation ultérieure.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ARTICLE 7 – CONSIGNES DE SECURITE

De manière générale, l'Occupant devra respecter et faire respecter l'ensemble des consignes de sécurité en vigueur dans un Etablissement Recevant du Public (ERP). Il veille scrupuleusement à l'application des consignes générales de sécurité et déclare avoir pris bonne note des moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que des voies d'évacuation.
L'Occupant veillera en particulier à :

- Ne pas installer d'équipements susceptibles d'obstruer les dégagements, ni de dispositif concourant à la même finalité,
- Signaler tout dysfonctionnement ou problème constaté sur le bâtiment dans les plus brefs délais à la Commune,
- Le cas échéant, à respecter les conditions sanitaires d'accueil ainsi que les mesures du Plan Vigipirate que traverse le territoire national, régional, départemental ou local.

ARTICLE 8 – ETAT DES LOCAUX ET REPARATIONS

L'Occupant prend les locaux dans l'état dans lequel ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, permettant une utilisation conforme à leur destination et dans le respect des normes de sécurité en vigueur.

Avant chaque utilisation, l'Occupant a la possibilité de contrôler l'état des locaux et du matériel utilisé.

La Commune conserve à sa charge les réparations relevant de l'usure normale des locaux. En revanche, l'Occupant est responsable des dégradations qui lui sont imputables, dans les conditions suivantes :

- Toute détérioration des locaux et du matériel résultant de l'activité de l'Occupant ou de ses adhérents fera l'objet d'une remise en état à ses frais.
- A défaut de signalement écrit (par mail ou courrier) de l'Occupant, toute dégradation nécessitant l'intervention des services municipaux sera présumée lui être imputable et portée à sa charge.

Au terme de la présente convention, ou en cas de résiliation anticipée, une liste des réparations à effectuer sera établie par la Commune. Si celles-ci excèdent le cadre d'une usure normale, leur coût sera mis à la charge de l'Occupant, selon des modalités de paiement définies d'un commun accord.

Dans l'hypothèse où l'Occupant stockerait du matériel dans les locaux mis à disposition, il transmettra à la Commune l'inventaire dudit matériel à la remise des clés du local. L'Occupant devra mettre à jour l'inventaire le cas échéant. Dans l'hypothèse où l'inventaire ne serait pas transmis ou mis à jour, la Commune ne pourra pas voir sa responsabilité engagée.

Dans la salle d'évolution de l'école maternelle Mick Micheyl, aucun stockage de matériel ne sera autorisé.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ARTICLE 09 – ENTRETIEN MENAGER DES LOCAUX

La Commune assumera la charge de conserver les lieux mis à disposition en bon état de propreté et d'hygiène, de façon à pouvoir assurer au public reçu un accueil confortable et aussi satisfaisant que possible.

Il est cependant demandé à l'Occupant de veiller à maintenir les locaux, et notamment les sols, dans un état de propreté satisfaisant après chaque utilisation. Le cas échéant, le matériel doit être rangé dans le local prévu à cet effet.

ARTICLE 10 – INTERRUPTION DANS LES SERVICES COLLECTIFS

La Commune ne pourra être tenue pour responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité, ou dans tout autre service extérieur au local mis à disposition.

Dans la mesure où les services municipaux auraient connaissance de telles perturbations ou irrégularités, ils en aviseront, dans les meilleurs délais, l'Occupant.

TITRE III - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La présente convention de mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 12 – PIECES A FOURNIR

L'Occupant déclare que l'association est à jour de ses obligations administratives, comptables, sociales et fiscales.
Pour ce faire, l'Occupant devra fournir à la Commune les documents suivants :

- Son numéro d'inscription au Répertoire National des Associations (RNA) et son numéro Siret,
- La liste de ses membres du bureau,
- Une copie de ses statuts,
- Copie de l'extrait du journal officiel publiant l'annonce de la création de l'association ou des modifications postérieures,
- Le cas échéant, le projet associatif et le rapport d'activité échu.

ARTICLE 13 - ASSURANCES

L'Occupant devra contracter, à ses frais exclusifs, les assurances nécessaires pour garantir :

- Les risques liés à l'exercice de sa mission ou à la mise en œuvre de son activité,
- Les risques locatifs liés à l'occupation du local communal,
- Les obligations qui découlent de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Le cas échéant, l'Occupant doit également prendre une assurance pour son matériel stocké dans les locaux communaux.

Il devra justifier de ces garanties à tous moments et transmettra annuellement à la Commune l'attestation d'assurance correspondante.

L'Occupant demeurera seul responsable de tous actes dommageables causés du fait de son activité.

La Commune s'assurera pour l'ensemble des risques à la charge du propriétaire. Elle transmettra à l'Occupant, si besoin et sur demande écrite, une copie de l'attestation d'assurance relative aux locaux mis à disposition.

ARTICLE 14 – CONTROLES

La Commune se réserve le droit de vérifier à tout moment les modalités d'utilisation effective du local.

La Commune se réserve le droit en cas de besoins exceptionnels (travaux, manifestation ...) de proposer à l'Occupant un autre local correspondant à ses attentes, ou, le cas échéant, de suspendre la mise à disposition de salle pendant la période concernée. Dans cette hypothèse, l'Occupant ne pourra prétendre à aucun dédommagement.

La Commune préviendra, dans un délai raisonnable, sauf en cas d'urgence, l'Occupant de toute intervention technique dans les locaux mis à disposition, afin que ce dernier puisse prendre les dispositions nécessaires.

ARTICLE 15 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente mise à disposition prend effet au 01/09/2026 et est consentie pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31/08/2027.

Elle n'est pas renouvelable tacitement d'année en année. Une convention sera établie pour chaque année ou saison, sous réserve d'attribution de créneaux horaires par la Commune. Ainsi, il est précisé que la présente convention ne donne pas un droit à bénéficier des locaux, ou des mêmes créneaux horaires, l'année ou la saison suivante.

ARTICLE 16 – RESILIATION ET REPRISE DES LOCAUX

Nature de la mise à disposition

La mise à disposition est consentie à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Interdiction de cession et de sous-location

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

L'Occupant s'oblige, sous peine de résiliation immédiate, à ne céder en aucun cas et sous aucun prétexte le bénéfice de la présente convention, et à ne pas sous-louer en tout ou partie les lieux mis à disposition.

Résiliation par la Commune pour manquement de l'Occupant

En cas de non-respect par l'Occupant des engagements prévus par la présente convention (notamment défaut d'assurance, troubles de voisinage, non-respect des dispositions relatives à la destination du local, ...), ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, la Commune pourra de plein droit résilier la présente convention, à l'expiration d'un délai de quinze jours ouvrés, après mise en demeure restée infructueuse, sans formalité judiciaire.

La mise en demeure et la résiliation se feront par lettre recommandée avec accusé de réception.

Résiliation anticipée par l'Occupant

L'Occupant peut également mettre fin à la présente convention de manière anticipée. Il doit signifier son intention à la Commune, par courrier recommandé avec accusé de réception, avec préavis d'un mois.

Caducité automatique de la convention

Il est expressément convenu que la présente convention deviendrait automatiquement caduque :

- Si l'Occupant cessait d'avoir besoin des locaux, les occupait de manière insuffisante, ne se trouvait plus en mesure d'exercer son activité ou ne bénéficiait plus des autorisations et agréments nécessaires à son activité,
- Si l'association signataire faisait l'objet d'une dissolution.

Destruction des locaux

Dans l'hypothèse où les locaux seraient détruits en totalité ou partiellement par un événement indépendant de la volonté des parties ou qui ne saurait leur être imputable, en empêchant leur bon usage, la présente convention sera, en fonction des circonstances, résiliée ou suspendue de plein droit.

Absence d'indemnisation

En cas de résiliation et quel qu'en soit le motif, l'Occupant ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Maintien dans les lieux après résiliation

Si, après résiliation de la présente convention, l'Occupant occupait toujours le local, la Commune se réserverait le droit de saisir le juge des référés d'une demande d'expulsion.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ARTICLE 17 - LITIGES

En cas de différend et avant tout acte contentieux, la Commune et l'Occupant privilégieront le règlement des litiges par voie amiable.
En cas de désaccord persistant entre les parties, le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON cedex 02) pourra être saisi pour trancher les litiges liés à l'exécution de cette convention. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures https://www.telerecours.fr/.

ARTICLE 18 - AVENANTS

Toute modification substantielle des présentes dispositions fera l'objet d'un avenant, signé par chaque partie.

TITRE IV – COMMUNICATION ET ENGAGEMENTS JURIDIQUES

ARTICLE 19 – COMMUNICATION

L'Occupant indiquera, dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, la mention « Equipements mis à disposition selon convention signée avec la Commune de Montmerle-sur-Saône ».

S'agissant des affiches et dépliants élaborés par l'Occupant et dédiés à promouvoir une manifestation particulière auprès du public, le logo de la Commune en quadrichromie et l'adresse de son site internet pourront apparaître en complément uniquement sur autorisation préalable de celle-ci. Le logo sera transmis, sur simple demande mail, par le secrétariat de la Mairie.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, la Commune peut être amenée à solliciter l'Occupant en vue de réaliser des reportages journalistiques et photographiques destinés à nourrir ses publications et son site internet. L'occupant apportera son concours à ces réalisations.

ARTICLE 20 – CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN (CER)

Le représentant légal de l'association déclare que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain figurant en annexe du décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Un modèle de contrat est joint en annexe de la présente convention.

ARTICLE 21 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, la Commune est amenée à collecter et traiter des données à caractère personnel relatives à l'Occupant et, le cas échéant, à son représentant légal.

Ce traitement est réalisé conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD – règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) et à la législation nationale applicable en matière de protection des données personnelles.

Les données collectées ont pour finalités l'identification de l'association utilisatrice des locaux ainsi que celle de son représentant légal, aux fins de gestion de la présente convention et des équipements mis à disposition. Elles sont conservées pour une durée de dix ans.

L'Occupant, ou son représentant légal, dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données le concernant, qu'il peut exercer selon les modalités précisées en Annexe 2. Il dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).
Le consentement au recueil et au traitement de ces données personnelles fait l'objet d'un formulaire dédié, joint en Annexe 2 à la présente convention.

Fait à Montmerle-sur-Saône,

Le	Le
Pour la Commune de MONTMERLE-SUR-SAONE,	Pour l'Occupant
L'adjointe déléguée aux associations et au sport, Mme Corinne DUDU	La Présidente Mme Guillemette BOURMEYSTER

PROJET

Annexes :

- n°1 - Modèle de Contrat d'Engagement Républicain,
- n°2 – Consentement au recueil des données personnelles.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ANNEXE 1 À LA CONVENTION ANNUELLE DE MISE À DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE SALLES À MONTMERLE-SUR-SAÔNE : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN



CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN

DE L'ASSOCIATION ou FONDATION : _____

Ce contrat est conforme aux dispositions du décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État.

L'article 5 de ce décret impute à l'association ou à la fondation, les manquements aux engagements souscrits, commis par ses dirigeants, salariés, membres, et bénévoles.

****

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'État. Ainsi, l'association ou la fondation
« s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « s'abstient de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découle la liberté de se réunir, de manifester et de créer.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni mener à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexiste ou sexuel.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à _____, le _____

NOM, PRÉNOM et SIGNATURE du président de l'association ou de la fondation

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ANNEXE 2 À LA CONVENTION ANNUELLE DE MISE À DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE SALLES À MONTMERLE-SUR-SAÔNE : CONSENTEMENT AU RECUEIL DES DONNEES PERSONNELLES

Je soussigné(e) .....

Agissant en qualité de .....

Pour le compte de .....

Consent au recueil et au traitement de mes données personnelles dans le cadre défini ci-dessous.

Atteste avoir été informé(e) que mes données personnelles sont collectées dans le cadre de la convention annuelle de mise à disposition à titre gratuit de salles à Montmerle-sur-Saône, et font l'objet d'un traitement informatisé et papier.

Le traitement de ces données personnelles répond à plusieurs finalités :

- Identifier l'association utilisatrice des locaux aux horaires déterminés dans la convention,
- Identifier le représentant légal de l'association.

Je suis informé(e) que les données personnelles que je communique par l'intermédiaire de la convention annuelle de mise à disposition ne sont utilisées que pour la gestion de salles, et qu'elles sont conservées pour une durée de 10 ans.

Je suis informé(e) que je dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données qui me concernent, en m'adressant à la structure dont les coordonnées figurent en bas du présent formulaire, et que, le cas échéant, je peux introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Un délégué à la Protection des Données Personnelles a été désigné auprès de la CNIL. Ses coordonnées sont communicables sur demande

A , le

Signature précédée de la mention « Lu et Approuvé »

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-03-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle sur Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

CONSEIL MUNICIPAL

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

DÉLIBÉRATION

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/04 – CONVENTION ANNUELLE DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE SALLES – RU'TAGADA

Rapporteur : M. Dider BOLE-BESANÇON, premier adjoint.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2144-3 relatif aux conditions de mise à disposition des locaux communaux,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2125-1 et L.2125-1-1°,

Vu la demande formulée par l'association « École de Musique 3 Rivières », sollicitant la mise à dispositions de salles communales pour y dispenser des cours de musique,

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative, la Commune met à disposition des associations locales des locaux communaux pour l'exercice de leurs activités

L'association « Ru'tagada », dont l'objet est l'enseignement de la musique et la promotion de la pratique musicale auprès de tous les publics, sollicite le renouvellement de la mise à disposition de plusieurs salles communales pour l'année 2026-2027.

Cette mise à disposition, consentie à titre gratuit, porte sur les locaux suivants :
- Salle d'évolution de l'école maternelle Mick Micheyl,
- Salle des Fêtes (grande salle).

Les modalités et conditions d'utilisation de ces locaux seraient fixées par une convention annuelle, conclue de manière rétroactive à compter du 1er septembre 2026 et applicable jusqu'au 31 août 2027.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

- **APPROUVE** la convention annuelle de mise à disposition à titre gratuit de salles au bénéfice de l'association Ru'tagada, pour la période du 1er septembre 2026 au 31 août 2027.

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant dûment habilité, à signer lesdites conventions ainsi qu'à prendre toute mesure nécessaire à leur mise en œuvre.

La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI

Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

CONVENTION ANNUELLE DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE SALLES A MONTMERLE-SUR-SAÔNE 2026-2027

Approuvée par délibération n°DB-2026.10.01-04 du conseil municipal du 01 octobre 2026.

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

La **Commune de MONTMERLE-SUR-SAÔNE**, représentée par **Madame Corinne DUDU**, 2ème adjointe au Maire, **déléguée aux associations et au sport**, agissant en cette qualité en vertu d'un arrêté de délégation de fonctions et de signature n°26/245 en date du 15 mai 2026,

Désignée ci-après par « La Commune »,

D'UNE PART,

ET :

Et **l'association bénéficiaire** dénommée « **Ru'tagada** » (association à but non lucratif, régie par la loi du 1er juillet 1901) dont le siège est « **1 rue Saget à Montmerle-sur-Saône** » et dont l'objet est « **l'enseignement de la musique et de la pratique musicale, sous toutes ses formes, ainsi que la promotion et la diffusion de la culture musicale auprès de tous les publics** », représentée par sa **présidente, Mme Sakoulkham MAGNOURY** dont les statuts ont été régulièrement déposés en Mairie d'autre part,

Désignée ci-après, « L'Occupant »,

D'AUTRE PART,

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Commune de MONTMERLE-SUR-SAÔNE met à disposition des locaux dans le but de soutenir la vie associative et de favoriser le développement des activités et des services en direction des habitants.

La présente convention a pour objet de fixer les modalités et les conditions d'utilisation des locaux dont la Commune de MONTMERLE-SUR-SAONE est propriétaire et qui sont mis à disposition de l'Occupant.

IL A CONVENU CE QUI SUIT :

TITRE I - MISE A DISPOSITION

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

À la demande de l'Occupant susnommé, la Commune de MONTMERLE-SUR-SAÔNE met à sa disposition les locaux désignés à l'article 2 de la présente convention pour l'organisation de ses activités, selon les modalités et conditions indiquées dans les articles qui suivent.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX

La Commune met à disposition de l'Occupant le ou les locaux suivants, dont elle est propriétaire, comme suit :

DENOMINATION DE LA SALLE	JOUR	HORAIRES D'UTILISATION	ACTIVITE(S)	CAPACITE D'ACCUEIL
Salle d'évolution de l'école maternelle Mick Micheyl	Jeudi *De septembre au 26/11/2026 et en cas d'indisponibilité de la SDF.	17h30-20h30	Musique	50 personnes
Salle des Fêtes	Jeudi *A compter du 26/11/2026	17h30-20h30	Musique	Grande SDF - 320 personnes debout – 270 assis Petite SDF – 150 personnes debout – 100 assis

L'accès à la salle d'évolution de l'école maternelle Mick Micheyl s'effectue sans chaussures et exclusivement par l'entrée secondaire de l'établissement (accès périscolaire). Cette salle ne

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

dispose d'aucun accès aux toilettes. Les membres de l'association sont donc invités à utiliser les sanitaires de la salle des fêtes.

L'Occupant s'engage à respecter le(s) créneau(x) horaire(s) qui lui est (sont) attribué(s). Il est rappelé que chaque nouvelle version du planning annuel de l'équipement transmise par mail fait foi quant aux créneaux mis à disposition.

L'Occupant peut formuler une demande de mise à disposition occasionnelle de la salle ou des salles en dehors des créneaux indiqués ci-dessus, par mail adressé à contact@mairie-montmerle.fr, un mois avant la date souhaitée. Le cas échéant, le bénéfice de la présente convention de mise à disposition ne confère pas de droit ou de priorité à la délivrance d'une convention de mise à disposition occasionnelle, qui dépendra de la disponibilité de la salle.

ARTICLE 3 – MATERIEL MIS A DISPOSITION

Le prêt du matériel (tables et chaises) disponible au sein du local en vue de pratiquer la ou les activités est accordé gratuitement à l'Occupant, à ses risques. Il devra en outre nettoyer et ranger le matériel à l'emplacement prévu à cet effet.

Le matériel de son et lumière, à disposition dans la salle fêtes (tablette notamment) devra impérativement être laissé dans le local prévu à cet effet (local tablette).

La tablette devra impérativement être utilisée à bon escient et avec prudence afin de garantir sa bonne utilisation. Il convient de l'éteindre après chaque utilisation et de la recharger quand cela est nécessaire. Elle ne doit pas rester constamment branchée au secteur. Le chargeur devra également rester à l'intérieur du local.

Tout dysfonctionnement ou problème concernant la tablette devra être signalé immédiatement auprès de l'accueil de la Mairie.

Un câble « son » sera au besoin mis à la disposition de l'Occupant, contre un chèque de caution de 20 €, correspondant à la valeur du câble.

Le chèque de caution sera encaissé en cas de perte ou de détérioration du câble.

ARTICLE 4 - DESTINATION

Le local mis à disposition de l'Occupant doit être utilisé conformément à sa destination, telle que prévue au point « Activité(s) » figurant à l'article 2, et dans le respect des dispositions de la présente convention.

Aucune autre activité ne pourra y être exercée sans l'accord de la Commune sous peine de résiliation de la présente convention.

ARTICLE 5 – NATURE JURIDIQUE

La présente convention ne confère aucun droit d'occupation constitutif de droits réels.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

En cas de force majeure, rendant l'utilisation du local impossible, l'Occupant ne pourra prétendre à aucune indemnisation auprès de la Commune d'éventuelles pertes financières.

TITRE II - FONCTIONNEMENT, ENTRETIEN, MAINTENANCE, SECURITE

ARTICLE 6 – GESTION FONCTIONNELLE DU LOCAL

L'occupant ne pourra exercer dans le local mis à disposition d'autre activité que celle prévue à l'article 4 « DESTINATION » de la présente convention.

L'Occupant sera tenu d'occuper les lieux mis à disposition respectueusement en vue d'y exercer les activités autorisées par la Commune.

Il devra notamment veiller, durant l'activité et à l'issue de celle-ci, à assurer la sécurité du local dont il a l'usage par un contrôle rigoureux de l'ouverture et de la fermeture du bâtiment mis à sa disposition.

L'Occupant est garant des personnes entrant dans le bâtiment. Il devra interdire l'accès à toute personne contrevenant aux dispositions de la présente convention.

L'Occupant veillera à assurer une utilisation rationnelle et économe des fluides (eau, électricité, gaz).

Conformément à la réglementation en vigueur, il est interdit de fumer et de consommer des boissons alcoolisées dans l'enceinte du bâtiment.

L'Occupant veille à ce que l'arrivée et le départ des élèves et intervenants s'effectuent dans le calme, notamment dans les parties communes et aux abords immédiats du bâtiment, afin de ne pas troubler le voisinage.

La pratique instrumentale et vocale, ainsi que l'usage de tout matériel d'amplification ou de sonorisation, doivent rester compatibles avec la tranquillité du voisinage. À ce titre, aucun cours ou répétition générant des nuisances sonores excessives ne pourra se tenir après 22 heures, sauf autorisation expresse et préalable de la Commune. L'Occupant s'engage à limiter le volume sonore aux heures d'ouverture au public du bâtiment.

La Commune remettra à l'Occupant un jeu de 1 clé à l'Occupant permettant l'accès au local, dont la remise fera l'objet d'un bordereau contradictoire signé par les deux parties.
L'Occupant s'engage à tenir un registre à jour de l'ensemble des personnes détenant les clés du local et veillera à garantir leur restitution dès que la personne concernée en perdra le bénéfice.
Toute reproduction ou duplication de clés supplémentaires est strictement interdite, de même que tout changement de serrure donnant accès au bâtiment par l'Occupant.
En cas de perte, de vol ou de non-restitution d'une ou plusieurs clés, l'Occupant en informera immédiatement la Commune et prendra à sa charge, le cas échéant, les frais de reproduction conformément au tarif en vigueur défini par décision du Maire.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Lors de la restitution du local, l'Occupant s'engage à remettre à la Commune l'intégralité de clés mentionnées sur le bordereau initial. Un état du nombre de clés restituées sera établi et signé par les deux parties, permettant ainsi d'écarter toute contestation ultérieure.

ARTICLE 7 – CONSIGNES DE SECURITE

De manière générale, l'Occupant devra respecter et faire respecter l'ensemble des consignes de sécurité en vigueur dans un Etablissement Recevant du Public (ERP). Il veille scrupuleusement à l'application des consignes générales de sécurité et déclare avoir pris bonne note des moyens de lutte contre l'incendie, ainsi que des voies d'évacuation.

L'Occupant veillera en particulier à :
- Ne pas installer d'équipements susceptibles d'obstruer les dégagements, ni de dispositif concourant à la même finalité,
- Signaler tout dysfonctionnement ou problème constaté sur le bâtiment dans les plus brefs délais à la Commune,
- Le cas échéant, à respecter les conditions sanitaires d'accueil ainsi que les mesures du Plan Vigipirate que traverse le territoire national, régional, départemental ou local.

ARTICLE 8 – ETAT DES LOCAUX ET REPARATIONS

L'Occupant prend les locaux dans l'état dans lequel ils se trouvent lors de son entrée en jouissance, permettant une utilisation conforme à leur destination et dans le respect des normes de sécurité en vigueur.

Avant chaque utilisation, l'Occupant a la possibilité de contrôler l'état des locaux et du matériel utilisé.

La Commune conserve à sa charge les réparations relevant de l'usure normale des locaux. En revanche, l'Occupant est responsable des dégradations qui lui sont imputables, dans les conditions suivantes :

- Toute détérioration des locaux et du matériel résultant de l'activité de l'Occupant ou de ses adhérents fera l'objet d'une remise en état à ses frais.
- A défaut de signalement écrit (par mail ou courrier) de l'Occupant, toute dégradation nécessitant l'intervention des services municipaux sera présumée lui être imputable et portée à sa charge.

Au terme de la présente convention, ou en cas de résiliation anticipée, une liste des réparations à effectuer sera établie par la Commune. Si celles-ci excèdent le cadre d'une usure normale, leur coût sera mis à la charge de l'Occupant, selon des modalités de paiement définies d'un commun accord.

Dans l'hypothèse où l'Occupant stockerait du matériel dans les locaux mis à disposition, il transmettra à la Commune l'inventaire dudit matériel à la remise des clés du local. L'Occupant devra mettre à jour l'inventaire le cas échéant. Dans l'hypothèse où l'inventaire ne serait pas transmis ou mis à jour, la Commune ne pourra pas voir sa responsabilité engagée.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Dans la salle d'évolution de l'école maternelle Mick Micheyl, aucun stockage de matériel ne sera autorisé.

ARTICLE 09 – ENTRETIEN MENAGER DES LOCAUX

La Commune assumera la charge de conserver les lieux mis à disposition en bon état de propreté et d'hygiène, de façon à pouvoir assurer au public reçu un accueil confortable et aussi satisfaisant que possible.

Il est cependant demandé à l'Occupant de veiller à maintenir les locaux, et notamment les sols, dans un état de propreté satisfaisant après chaque utilisation. Le cas échéant, le matériel doit être rangé dans le local prévu à cet effet.

ARTICLE 10 – INTERRUPTION DANS LES SERVICES COLLECTIFS

La Commune ne pourra être tenue pour responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité, ou dans tout autre service extérieur au local mis à disposition.

Dans la mesure où les services municipaux auraient connaissance de telles perturbations ou irrégularités, ils en aviseront, dans les meilleurs délais, l'Occupant.

TITRE III - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La présente convention de mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 12 – PIECES A FOURNIR

L'Occupant déclare que l'association est à jour de ses obligations administratives, comptables, sociales et fiscales.
Pour ce faire, l'Occupant devra fournir à la Commune les documents suivants :

- Son numéro d'inscription au Répertoire National des Associations (RNA) et son numéro Siret,
- La liste de ses membres du bureau,
- Une copie de ses statuts,
- Copie de l'extrait du journal officiel publiant l'annonce de la création de l'association ou des modifications postérieures,
- Le cas échéant, le projet associatif et le rapport d'activité échu.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ARTICLE 13 - ASSURANCES

L'Occupant devra contracter, à ses frais exclusifs, les assurances nécessaires pour garantir :
- Les risques liés à l'exercice de sa mission ou à la mise en œuvre de son activité,
- Les risques locatifs liés à l'occupation du local communal,
- Les obligations qui découlent de la présente convention.

Le cas échéant, l'Occupant doit également prendre une assurance pour son matériel stocké dans les locaux communaux.

Il devra justifier de ces garanties à tous moments et transmettra annuellement à la Commune l'attestation d'assurance correspondante.

L'Occupant demeurera seul responsable de tous actes dommageables causés du fait de son activité.

La Commune s'assurera pour l'ensemble des risques à la charge du propriétaire. Elle transmettra à l'Occupant, si besoin et sur demande écrite, une copie de l'attestation d'assurance relative aux locaux mis à disposition.

ARTICLE 14 – CONTROLES

La Commune se réserve le droit de vérifier à tout moment les modalités d'utilisation effective du local.

La Commune se réserve le droit en cas de besoins exceptionnels (travaux, manifestation ...) de proposer à l'Occupant un autre local correspondant à ses attentes, ou, le cas échéant, de suspendre la mise à disposition de salle pendant la période concernée. Dans cette hypothèse, l'Occupant ne pourra prétendre à aucun dédommagement.

La Commune préviendra, dans un délai raisonnable, sauf en cas d'urgence, l'Occupant de toute intervention technique dans les locaux mis à disposition, afin que ce dernier puisse prendre les dispositions nécessaires.

ARTICLE 15 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente mise à disposition prend effet au 01/09/2026 et est consentie pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31/08/2027.

Elle n'est pas renouvelable tacitement d'année en année. Une convention sera établie pour chaque année ou saison, sous réserve d'attribution de créneaux horaires par la Commune. Ainsi, il est précisé que la présente convention ne donne pas un droit à bénéficier des locaux, ou des mêmes créneaux horaires, l'année ou la saison suivante.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ARTICLE 16 – RESILIATION ET REPRISE DES LOCAUX

Nature de la mise à disposition

La mise à disposition est consentie à titre précaire et révocable à tout moment pour des motifs d'intérêt général.

Interdiction de cession et de sous-location

L'Occupant s'oblige, sous peine de résiliation immédiate, à ne céder en aucun cas et sous aucun prétexte le bénéfice de la présente convention, et à ne pas sous-louer en tout ou partie les lieux mis à disposition.

Résiliation par la Commune pour manquement de l'Occupant

En cas de non-respect par l'Occupant des engagements prévus par la présente convention (notamment défaut d'assurance, troubles de voisinage, non-respect des dispositions relatives à la destination du local, ...), ainsi qu'en cas de faute grave de sa part, la Commune pourra de plein droit résilier la présente convention, à l'expiration d'un délai de quinze jours ouvrés, après mise en demeure restée infructueuse, sans formalité judiciaire.

La mise en demeure et la résiliation se feront par lettre recommandée avec accusé de réception.

Résiliation anticipée par l'Occupant

L'Occupant peut également mettre fin à la présente convention de manière anticipée. Il doit signifier son intention à la Commune, par courrier recommandé avec accusé de réception, avec préavis d'un mois.

Caducité automatique de la convention

Il est expressément convenu que la présente convention deviendrait automatiquement caduque :

- Si l'Occupant cessait d'avoir besoin des locaux, les occupait de manière insuffisante, ne se trouvait plus en mesure d'exercer son activité ou ne bénéficiait plus des autorisations et agréments nécessaires à son activité,
- Si l'association signataire faisait l'objet d'une dissolution.

Destruction des locaux

Dans l'hypothèse où les locaux seraient détruits en totalité ou partiellement par un événement indépendant de la volonté des parties ou qui ne saurait leur être imputable, en empêchant leur bon usage, la présente convention sera, en fonction des circonstances, résiliée ou suspendue de plein droit.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Absence d'indemnisation

En cas de résiliation et quel qu'en soit le motif, l'Occupant ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Maintien dans les lieux après résiliation

Si, après résiliation de la présente convention, l'Occupant occupait toujours le local, la Commune se réserverait le droit de saisir le juge des référés d'une demande d'expulsion.

ARTICLE 17 - LITIGES

En cas de différend et avant tout acte contentieux, la Commune et l'Occupant privilégieront le règlement des litiges par voie amiable.
En cas de désaccord persistant entre les parties, le Tribunal Administratif de Lyon (184 rue Duguesclin – 69433 LYON cedex 02) pourra être saisi pour trancher les litiges liés à l'exécution de cette convention. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures https://www.telerecours.fr/.

ARTICLE 18 - AVENANTS

Toute modification substantielle des présentes dispositions fera l'objet d'un avenant, signé par chaque partie.

TITRE IV – COMMUNICATION ET ENGAGEMENTS JURIDIQUES

ARTICLE 19 – COMMUNICATION

L'Occupant indiquera, dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, la mention « Equipements mis à disposition selon convention signée avec la Commune de Montmerle-sur-Saône ».

S'agissant des affiches et dépliants élaborés par l'Occupant et dédiés à promouvoir une manifestation particulière auprès du public, le logo de la Commune en quadrichromie et l'adresse de son site internet pourront apparaître en complément uniquement sur autorisation préalable de celle-ci. Le logo sera transmis, sur simple demande mail, par le secrétariat de la Mairie.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, la Commune peut être amenée à solliciter l'Occupant en vue de réaliser des reportages journalistiques et photographiques destinés à nourrir ses publications et son site internet. L'occupant apportera son concours à ces réalisations.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ARTICLE 20 – CONTRAT D'ENGAGEMENT REPUBLICAIN (CER)

Le représentant légal de l'association déclare que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain figurant en annexe du décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Un modèle de contrat est joint en annexe de la présente convention.

ARTICLE 21 – TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, la Commune est amenée à collecter et traiter des données à caractère personnel relatives à l'Occupant et, le cas échéant, à son représentant légal.

Ce traitement est réalisé conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD – règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) et à la législation nationale applicable en matière de protection des données personnelles.

Les données collectées ont pour finalités l'identification de l'association utilisatrice des locaux ainsi que celle de son représentant légal, aux fins de gestion de la présente convention et des équipements mis à disposition. Elles sont conservées pour une durée de dix ans.

L'Occupant, ou son représentant légal, dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données le concernant, qu'il peut exercer selon les modalités précisées en Annexe 2. Il dispose également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).
Le consentement au recueil et au traitement de ces données personnelles fait l'objet d'un formulaire dédié, joint en Annexe 2 à la présente convention.

Fait à Montmerle-sur-Saône,

Le	Le
Pour la Commune de MONTMERLE-SUR-SAONE,	Pour l'Occupant
L'adjointe déléguée aux associations et au sport, Mme Corinne DUDU	La Présidente Mme Sakoulkham MAGNOURY

Annexes :

- n°1 - Modèle de Contrat d'Engagement Républicain,
- n°2 – Consentement au recueil des données personnelles.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ANNEXE 1 À LA CONVENTION ANNUELLE DE MISE À DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE SALLES À MONTMERLE-SUR-SAÔNE : CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN



CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN

DE L'ASSOCIATION ou FONDATION : _____

Ce contrat est conforme aux dispositions du décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021, pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État.

L'article 5 de ce décret impute à l'association ou à la fondation, les manquements aux engagements souscrits, commis par ses dirigeants, salariés, membres, et bénévoles.

****

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'État. Ainsi, l'association ou la fondation

« s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découle la liberté de se réunir, de manifester et de créer.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni mener aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violences à caractère sexiste ou sexuel.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PRÉVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Fait à _____, le _____

NOM, PRÉNOM et SIGNATURE du président de l'association ou de la fondation

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

ANNEXE 2 À LA CONVENTION ANNUELLE DE MISE À DISPOSITION A TITRE GRATUIT DE SALLES À MONTMERLE-SUR-SAÔNE : CONSENTEMENT AU RECUEIL DES DONNEES PERSONNELLES

Je soussigné(e) .....

Agissant en qualité de .....

Pour le compte de .....

Consent au recueil et au traitement de mes données personnelles dans le cadre défini ci-dessous.

Atteste avoir été informé(e) que mes données personnelles sont collectées dans le cadre de la convention annuelle de mise à disposition à titre gratuit de salles à Montmerle-sur-Saône, et font l'objet d'un traitement informatisé et papier.

Le traitement de ces données personnelles répond à plusieurs finalités :

- Identifier l'association utilisatrice des locaux aux horaires déterminés dans la convention,
- Identifier le représentant légal de l'association.

Je suis informé(e) que les données personnelles que je communique par l'intermédiaire de la convention annuelle de mise à disposition ne sont utilisées que pour la gestion de salles, et qu'elles sont conservées pour une durée de 10 ans.

Je suis informé(e) que je dispose d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données qui me concernent, en m'adressant à la structure dont les coordonnées figurent en bas du présent formulaire, et que, le cas échéant, je peux introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Un délégué à la Protection des Données Personnelles a été désigné auprès de la CNIL. Ses coordonnées sont communicables sur demande

A , le

Signature précédée de la mention « Lu et Approuvé »

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-04-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle sur Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

CONSEIL MUNICIPAL

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

DÉLIBÉRATION

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-05-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/05 – BUDGET « VILLE » - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET N°2

Rapporteur : M. Stéphane PLAZANET, adjoint délégué au Budget et aux Finances.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n°DB-2023/11/25/11 en date du 23 novembre 2023 portant adoption du référentiel M57 à compter du 1er janvier 2024,

Vu la délibération n°DB-2026-06-25-01 en date du 25 juin 2026 fixant le Règlement Budgétaire et Financier (RBF) de la commune,

Vu la délibération n°DB-2026/02/26/01 en date du 26 février 2026 portant adoption du Budget Primitif « Ville » de la commune pour l'exercice 2026,

Vu la décision du Maire n°D-2026.03.05 en date du 09 mars 2026 portant virement de crédits d'opération à opération, Décision Modificative n°1 du budget principal 2026,

Vu la délibération n°DB-2026.06.25.02 en date du 25 juin 2026 portant adoption du Budget Supplémentaire « Ville » de la commune pour l'exercice 2026,

Monsieur le Maire rappelle, pour mémoire, qu'au BP 2026, 50 000,00 € avaient été inscrits à l'opération d'équipement n°348 « Parc de la Batellerie – Maison GUILLON » pour les travaux de remplacement du jeu pour enfants « Bateau » et du sol amortissant au parc de la Batellerie.

Initialement, le projet prévoyait le seul remplacement d'un jeu et de son sol amortissant. Toutefois, les besoins identifiés ont évolué. En effet, dans un souci de cohérence de l'ensemble du site, il est désormais envisagé de remplacer l'intégralité des jeux situés sur la partie nord de l'aire. Par ailleurs, le sol amortissant, régulièrement endommagé et particulièrement difficile à maintenir en bon état, sera remplacé par un revêtement en graviers.

Besoin de financement

Il est proposé d'affecter ce besoin de financement complémentaire de 75 000 € à l'opération n°348 – Parc de la Batellerie / Maison Guillon (article 2188 – Autres), ce montant étant prélevé sur les crédits suivants :

- Opération 295 – Église : - 25 000 €,
- Opération 397 – Restaurant scolaire : - 50 000 €.

Le projet correspondant de décision modificative n°2 a fait l'objet d'un avis favorable de la commission Finances, consultée par voie électronique en date du 11/09/2026.

Considérant le projet de Décision Modificative n°2 équilibré en dépenses et en recettes pour chacune des sections,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

- **APPROUVE** la décision budgétaire modificative n°2 au budget « Ville », telle que présentée ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-05-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

SECTION D'INVESTISSEMENT				
DÉPENSES				
	Crédits inscrits BP -BS 2026 – DM n°1	**Proposition DM n°02**		**Crédits après DM n°02**
		CRÉDITS	**DÉBITS**	
Opération 295 - Église	**33 000,00 €**		**-25 000,00 €**	**8 000,00 €**
2313 – Constructions	33 000,00 €		-25 000,00 €	8 000,00 €
Opération 348 – Parc de la Batellerie / Maison GUILLON	**50 000,00 €**	**75 000,00 €**		**125 000,00 €**
Article 2188 – Autres	50 000,00 €	75 000,00 €		125 000,00 €
Opération 397 – Restaurant scolaire	**425 500,00 €**		**-50 000,00 €**	**375 500,00 €**
2031 – Frais d'études	23 000,00 €			23 000,00 €
2313 – Constructions	402 500,00 €		-50 000,00 €	352 500,00 €
	508 500,00 €	**75 000,00 €**	**-75 000,00 €**	**508 500,00 €**

La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI

Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-05-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-05-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle-sur-Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

CONSEIL MUNICIPAL

DÉLIBÉRATION

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-06-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/06 – LANCEMENT D'UNE CONSULTATION EN VUE DE L'ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ DE FOURNITURES ET DE TRAVAUX POUR LE REMPLACEMENT DES JEUX DE L'AIRE DU PARC DE LA BATELLERIE

Rapporteur : M. Dider BOLE-BESANÇON, premier adjoint.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la commande publique, notamment ses articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants relatifs aux procédures adaptées, ainsi que l'article L.2131-1 concernant le choix de la procédure,

Monsieur le Maire rappelle qu'au BP 2026, des crédits ont été inscrits à hauteur de 50 000 € pour le remplacement d'un jeu et de son sol amortissant sur le site du Parc de la. Par délibération précédente, il a été proposé au conseil municipal de porter ces crédits à 125 000 €, les besoins identifiés ayant évolué.

À cette fin, il convient de lancer une consultation en vue de l'attribution d'un marché ayant pour objet la fourniture et la pose des jeux ainsi que le remplacement du sol amortissant par des graviers situés sur la partie nord de l'aire du Parc de la Batellerie.

Le marché serait conclu à l'issue d'une procédure adaptée fondée sur les articles L.21231 et R.2123-1 du code de la Commande Publique.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

- **APPROUVE** le lancement d'une consultation en vue de l'attribution et de la passation d'un marché public de fournitures et de travaux pour le remplacement des jeux et du sol amortissant sur la partie nord de l'aire du Parc de la Batellerie,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires pour engager la procédure de consultation et en assurer le suivi.

La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI

MAIRIE DE MONTMERLE-SUR-SAONE (AIN)

Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-06-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle sur Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

CONSEIL MUNICIPAL

DÉLIBÉRATION

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-07-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/07 – AVENANT N°2 AU LOT N°2 « NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES BÂTIMENTS COMMUNAUX » DU MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES LOCAUX, DES VITRES ET DES HUISSERIES DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

Rapporteur : M. Stéphane PLAZANET, adjoint délégué au Budget et aux Finances.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L.2194-1 à L2194-3 et R.2194-1 à R.2194-10 relatifs aux modifications des marchés en cours d'exécution,

Vu la délibération n°DB-2023/07/12/06 en date du 12 juillet 2023, attribuant les marchés de prestations d'entretien des locaux, des vitres et des huisseries des bâtiments communaux,

Vu l'accord-cadre initial notifié le 25 août 2023 à la société SEGUIGNE ET RUIZ pour un montant initial total de 28 097,00 € HT, hors prestations particulières,

Vu la délibération n°DB-2024/12/19/09 en date du 19 décembre 2024 portant avenant n°1 au lot n°02 « Nettoyage et entretien des bâtiments communaux » du marché de prestations d'entretien des locaux, des vitres et des huisseries des bâtiments communaux,

Monsieur le Maire rappelle que par délibération N°DB-2023/07/12/06 en date du 12 juillet 2023, le conseil municipal a attribué les marchés de prestations d'entretien des locaux, des vitres et des huisseries des bâtiments communaux, décomposé en 4 lots.

Considérant que l'entreprise SEGUIGNE ET RUIZ, titulaire du lot n°2 « Nettoyage et entretien des bâtiments communaux », a notifié à la collectivité un changement de ses coordonnées bancaires (RIB),

Considérant que le cadre général des articles L2194-1 à L2194-3 et R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique exige que toute modification du marché en cours d'exécution soit formalisée par écrit pour être opposable,

Considérant que le RIB est une pièce annexée à l'acte d'engagement, sa modification constitue une modification du marché,

Il est proposé que le marché de prestations soit modifié par avenant (modification en cours d'exécution), comme suit :

- Avenant n°2 au lot n°02 « Nettoyage et entretien des bâtiments communaux », attribué à l'entreprise SEGUIGNE ET RUIZ pour un montant initial total de 28 097,00 € HT, hors prestations particulières. Après reconduction au 1er septembre 2026 et application de la formule de révision annuelle, le montant du marché est de 30 442,02 €, hors prestations particulières. L'avenant N°2, relatif au changement de RIB, est donc sans incidence financière.

Après en avoir délibéré à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

- **APPROUVE** l'avenant (modification en cours d'exécution) n°2, tel que

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-07-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

présenté, et d'autoriser Monsieur le Maire à le signer, ainsi que tout document afférent.

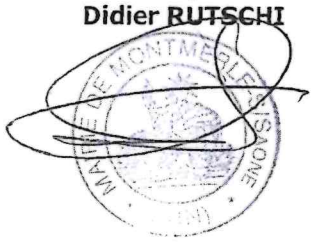
La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI

Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET





Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-07-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-07-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle sur Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

CONSEIL MUNICIPAL

DÉLIBÉRATION

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-08-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/08 – LANCEMENT D'UNE CONSULTATION EN VUE DE L'ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN DES LOCAUX, DES VITRES ET DES HUISSERIES DES BATIMENTS COMMUNAUX

Rapporteur : M. le Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1 et R. 2124-2 1° relatifs au choix de la procédure de passation, ainsi que les articles R. 2161-2 à R. 2161-5 relatifs aux règles de l'appel d'offres ouvert,

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L. 2125-1, R. 2162-13 et R. 2162-14 relatifs aux modalités d'exécution des accords-cadres à bons de commande,

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°DB.2023/07/12/06 du 12 juillet 2023 le conseil municipal a attribué le marché de prestations d'entretien des locaux, des vitres et des huisseries des bâtiments communaux, décomposé en 4 lots, avec les sociétés suivantes :

- Lot n°1, « Nettoyage et entretien du groupe scolaire « Mick Micheyl » : signature du marché avec l'entreprise B AMP CIE – ALYZÉES SERVICES, située à POMMIERS (69480), pour une durée d'un an (à compter du 11/08/2023), avec reconduction annuelle possible à trois reprises (années 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027). Ces trois reconductions annuelles ont été mises en œuvre.
- Lot n°2, « Nettoyage et entretien des autres bâtiments communaux » : signature du marché avec l'entreprise SEGUINE ET RUIZ, située à GLEIZÉ (69400), pour une durée d'un an (à compter du 25/08/2023), avec reconduction annuelle possible à trois reprises (années 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027). Ces trois reconductions annuelles ont été mises en œuvre.
- Lot n°3, « Nettoyage de la vitrerie intérieure et extérieure et des huisseries des écoles, du gîte du Castel de Valrose et des autres bâtiments communaux » : signature du marché avec l'entreprise B AMP CIE – ALYZÉES SERVICES, située à POMMIERS (69480), pour une durée d'un an (à compter du 11/08/2023), avec reconduction annuelle possible à trois reprises (années 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027). Ces trois reconductions annuelles ont été mises en œuvre.
- Lot n°4, « Nettoyage et entretien du gîte du Castel de Valrose » : signature du marché avec l'entreprise ABC DOM, située à MONTMERLE-SUR-SAÔNE (01090) pour une durée d'un an (à compter du 28/08/2023), avec reconduction annuelle possible à trois reprises (années 2024-2025, 2025-2026 et 2026-2027). Ces trois reconductions annuelles ont été mises en œuvre.

Ce marché arrivant à terme fin août 2027, il convient de lancer une consultation en vue de l'attribution d'un marché ayant pour objet des prestations d'entretien des locaux, des vitres et des huisseries des bâtiments communaux, avec prise d'effet au 1er septembre 2027.

Le marché serait conclu à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert fondée sur les articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la Commande Publique. Il prendrait la forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles L.2125-1 et R.2162-13 et R.2162-14 du même code.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-08-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Après en avoir délibéré à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

- **APPROUVE** le lancement d'une consultation en vue de l'attribution et de la passation d'un marché public de prestations d'entretien des locaux, des vitres et des huisseries des bâtiments communaux.

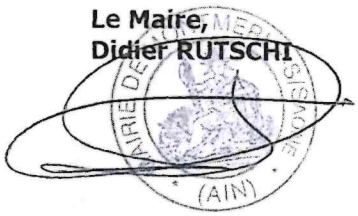
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires pour engager la procédure de consultation et en assurer le suivi.

La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

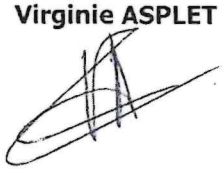
Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI



Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET



Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-08-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-08-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle sur Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

CONSEIL MUNICIPAL

DÉLIBÉRATION

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/09 – DÉSIGNATION D'UN ÉLU RÉFÉRENT FORÊT AUPRÈS DE L'ASSOCIATION DES COMMUNES FORESTIÈRES DE L'AIN

Rapporteur : M. le Maire.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code forestier, et notamment ses articles L.211-1 et suivants relatifs au régime forestier et à la gestion des forêts des collectivités territoriales,

Vu la circulaire ou les orientations nationales/régionales relatives à la protection des espaces forestiers, à la prévention des incendies et à la transition écologique,

Vu la nécessité pour la commune de disposer d'un interlocuteur privilégié pour assurer le suivi de la gestion patrimoniale, environnementale et sécuritaire des espaces boisés communaux, en lien avec l'Office National des Forêts (ONF) et les services de l'État,

Monsieur le Maire rappelle que par courrier en date du 2 mars 2026, l'Association des Communes forestières de l'Ain a invité l'ensemble des communes du département, au lendemain des élections municipales, à désigner en leur sein un référent forêt/bois (un titulaire et un suppléant) pour le mandat 2026/2032.

La Commune n'ayant pas de patrimoine forestier propre, il n'avait pas été donné suite à cette sollicitation.
Toutefois, par courriel du 31 juillet 2026, l'Association a précisé que cette désignation concerne l'ensemble des communes du territoire, y compris celles non-propriétaires de forêt ou non adhérentes au réseau, les enjeux forestiers (prévention des risques, adaptation au changement climatique, biodiversité, usages, projets locaux) concernant aujourd'hui l'ensemble des territoires.

La désignation d'un référent permet simplement à la Commune d'être destinataire des informations utiles et de pouvoir échanger avec les acteurs du territoire, sans emporter d'obligation d'adhésion ni de démarche particulière pour la collectivité.

Il apparaît ainsi opportun de répondre favorablement à cette sollicitation, afin que la Commune dispose d'un point de contact identifié sur ces questions.

Les candidats ont été invités à se faire connaître en séance.

Considérant la candidature de M. Nelly DUVERNAY, aux fonctions de référent forêt titulaire,

Considérant la candidature de M. Yves PLASSE, aux fonctions de référent forêt suppléant,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des votants, le conseil municipal :

- **DÉSIGNE** Mme Nelly DUVERNAY comme référent forêt (titulaire) et M. Yves PLASSE comme suppléant, chargés de représenter la collectivité auprès de l'Association des Communes forestières de l'Ain.

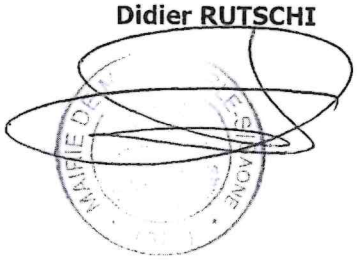
La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

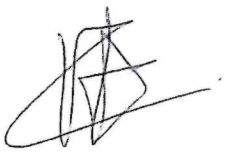
Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI



Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET



Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Les principaux points du rapport d'observations 2025 de la CRC et les réponses du SIEA

SIEA

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

PRINCIPAUX POINTS DU RAPPORT DE 2025

Des améliorations déterminantes depuis le précédent contrôle

Le précédent rapport relevait les difficultés techniques, juridiques et financières du projet fibre. Le présent rapport établit, au contraire, une situation favorable puisqu'il précise que le réseau fibre est de qualité et résilient, que le contentieux juridique avec Orange est désormais soldé et que la transition du modèle économique ne laisse pas apparaître de risque pour la situation financière et la solvabilité de l'organisme à court et moyen terme. Avec 350 000 lignes déployées le réseau a dépassé 95% de couverture (97% aujourd'hui) en intégrant un volume de lignes conséquent lié à la démographie et à la dynamique de notre département.

Autre motif de satisfaction, la situation financière, indicateur fondamental pour la pérennité du syndicat, est qualifiée de « ***saine et sous contrôle*** », son endettement est qualifié de « ***maîtrisé*** » malgré son volume et sa progression. Ainsi, il est écrit que « ***Les perspectives économiques et financières à court et moyen termes ne font pas apparaître d'inquiétudes majeures*** ». Cette information essentielle exprimée dans le rapport est le résultat des inflexions déterminantes menées depuis des années sur le pilotage des finances.

La commande publique est qualifiée de « ***solide*** » et le suivi de l'exécution des marchés de « ***rigoureux*** », cette évaluation contraste avec le précédent rapport, elle témoigne désormais de l'exemplarité du SIEA en matière de marchés publics.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

PRINCIPAUX POINTS DU RAPPORT DE 2025 (les 6 recommandations)

Des améliorations déjà apportées en matière de ressources humaines (recommandations déjà mises en œuvre)

La CRC indique que le SIEA « ***a fortement progressé en matière d'organisation et de pilotage des ressources humaines*** ».
Toutefois la chambre émet 4 recommandations sur cette thématique dont 2 ont déjà été mises en œuvre, à savoir :

Mettre un terme au détachement de l'agente titulaire employée à la Régie.
Le SIEA a immédiatement suivi cette recommandation, à savoir mettre fin au détachement de l'agent concerné.

Respecter lors des recrutements de personnels non titulaires la cohérence entre profil, grade et classement indiciaire.
Cette recommandation est directement liée au classement et à la rémunération afférente de l'ancienne DGS et à l'absence jusqu'en 2024 d'emploi fonctionnel pour ce poste. Pour rappel, le comité syndical du SIEA a créé un emploi fonctionnel de DG en novembre 2024, **avant même la notification d'un contrôle par la CRC**.
La CRC considérait le classement indiciaire trop élevé eu égard à son âge, à sa formation, à son expérience, à son parcours, que la CRC a qualifié d'« ***atypique*** », ayant pour conséquence le versement d'un traitement indiciaire estimé trop élevé par la CRC.
D'une part le SIEA considère que la précédente DGS pouvait, y compris placée dans l'échelon calculé par la CRC, bénéficier du salaire qui lui avait été attribué notamment, via l'Indemnité de Fonctions, Sujétions et d'Expertise (IFSE) et d'autre part, la rémunération de la précédente DGS était fixée au même niveau que celle de son prédécesseur.
La CRC écrit qu'à l'issue de la création de l'emploi fonctionnel et du recrutement de l'actuel Directeur Général :
« ***L'intéressé remplit les conditions de diplôme et d'expérience professionnelle et sa rémunération n'appelle pas d'observation. Le SIEA s'est donc mis en conformité avec le droit lors de ce recrutement*** ».

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

PRINCIPAUX POINTS DU RAPPORT DE 2025

Des améliorations à apporter en matière de ressources humaines

Adopter des lignes directrices de gestion conformément au décret du 29 mai 2019
La CRC précise que le SIEA applique, pour les sujets de promotion interne et d'avancement, les lignes directrices de gestion du CDG01, mais qu'il convient de disposer, en complément, de lignes directrices de gestion propres pour la stratégie pluriannuelle de pilotage des RH ainsi que sur la mobilité professionnelle.

Attribuer le complément indemnitaire annuel en tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, conformément aux articles L. 714-4 et L. 714-5 du code général de la fonction publique territoriale.
Cette recommandation permettra au SIEA de mieux utiliser cet outil de rémunération comme levier de motivation. Une première étape est déjà franchie en 2026 en application de cette recommandation. Les adaptations structurantes à suivre feront l'objet d'échanges en comité syndical pour l'adoption des délibérations nécessaires.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

PRINCIPAUX POINTS DU RAPPORT DE 2025

Des recommandations sur les compétences ayant une incidence directe pour les communes (Eclairage Public)

Assumer le pilotage et le financement de sa compétence éclairage public, notamment en révisant le niveau de cotisation des communes et en limitant les recours aux fonds de concours aux seuls cas prévus par l'article L. 5212-26 du code général des collectivités territoriales.

Le SIEA assume pleinement son rôle de gestionnaire et de stratège de la compétence Eclairage Public et ce, dans le strict respect des prérogatives qui lui appartiennent. Ce rôle s'est notamment matérialisé par la réalisation d'une étude portant sur des scénarios de modernisation de l'ensemble du parc d'éclairage.

S'agissant de l'évolution de la cotisation demandée par la CRC, le comité syndical du 1er décembre 2023 avait évoqué ce sujet et avait décidé d'attendre l'avancée de la modernisation de l'éclairage public afin d'évaluer les économies de gestion engendrée par la modernisation et de limiter l'évolution de la cotisation à sa stricte nécessité.

Au-delà des considérations juridiques, la recommandation de la CRC pose clairement la question des modalités d'exercice de la compétence éclairage public **qui devront être déterminées en assemblée générale par le comité syndical, lors de ce mandat** :

- Soit, le SIEA adapte ses modalités, dans le respect de la règlementation, et poursuit avec un mix de cotisation annuelle et de fonds de concours de la commune, pour **des travaux que la commune choisit en concertation avec le syndicat** selon une stratégie départementale.
- Soit les communes, comme le recommande la CRC, paieraient uniquement une cotisation bien plus importante, **en fonctionnement,** le développement et l'évolution de l'éclairage public se faisant alors à la seule initiative du syndicat.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

PRINCIPAUX POINTS DU RAPPORT DE 2025

Des recommandations sur les compétences ayant une incidence directe pour les communes (IRVE)

Acquérir juridiquement la compétence IRVE et se conformer aux objectifs fixés par la loi climat et résilience du 22 août 2021

Le SIEA s'est emparé du sujet des IRVE pour permettre aux communes de mettre en œuvre ce déploiement qui est de leur compétence. Mais les aspects techniques, juridiques et monétiques requièrent des ressources dont peu de communes disposent en totalité. Pour cette raison, le SIEA a créé un groupement d'achat, a défini une offre de services auprès des acteurs publics et a porté un schéma directeur départemental.

Ce dispositif mis en place par le SIEA, en concertation avec l'Etat, a constitué une approche très pragmatique qui répond aux besoins actuels des communes et de leurs habitants. Ce dispositif établi permet une réactivité immédiate à l'évolution du parc électrique, grâce au groupement d'achat.

La réflexion sur la démarche de transfert de compétence ne pourra se faire que de manière **participative avec les communes** compte tenu des incidences financières dans un contexte budgétaire contraint.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-09-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle-sur-Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

CONSEIL MUNICIPAL

DÉLIBÉRATION

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261006-DB2026-10-01-10-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/10 – PRÉSENTATION DU RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES SUR LE SIEA

Rapporteur : M. Olivier CHATELAIN, adjoint délégué au Commerce, au Tourisme et à l'Évènementiel.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des juridictions financières, et notamment ses articles L.243-5 et L.243-6 relatifs à la communication et à l'examen par l'assemblée délibérante des rapports d'observations définitives des chambres régionales des comptes,

Monsieur le Maire rappelle que par courrier du 8 septembre 2026, le Président du Syndicat Intercommunal d'Énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA) a informé les communes membres que la Chambre Régionale des Comptes Auvergne-Rhône-Alpes (CRC) a rendu public, le 16 décembre 2025, son rapport d'observations définitives sur les comptes et la gestion du syndicat, ainsi que sur le déploiement du Très Haut Débit, portant sur la période 2018-2025.
Ce rapport a préalablement été présenté aux délégués du SIEA réunis en assemblée générale le 12 décembre 2025.

Conformément à la réglementation, ce rapport doit faire l'objet d'une présentation en séance de conseil municipal dans chacune des communes membres.

Après avoir OUÏ le rapport, le conseil municipal :

- **PREND** ACTE du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du SIEA.

La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI

Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261006-DB2026-10-01-10-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Montmerle sur Saône

Département
de
L'AIN

Arrondissement
de
BOURG EN BRESSE

Canton de
Châtillon /
Chalaronne

Commune
de
MONTMERLE S/SAONE

CONSEIL MUNICIPAL

DÉLIBÉRATION

Date d'affichage :
06 OCT. 2026

Séance du 1er octobre 2026,
L'an deux mille vingt-six, le premier octobre,
Le Conseil Municipal de la Commune de MONTMERLE-SUR- SAÔNE s'est réuni, au nombre prescrit par la Loi dans la salle du Conseil Municipal, **après convocation légale en date du 25 septembre 2026**, sous la présidence de **Monsieur Didier RUTSCHI, Maire.**

Etaient présents :
M. Didier RUTSCHI, M. Didier BOLE-BESANCON, Mme Nelly DUVERNAY, M. Olivier CHATELAIN, Mme Virginie ASPLET, M. Stéphane PLAZANET, Mme Maryse L'HÉRITIER, M. Yves PLASSE, M. Patrice GUIGUE, M. Georges TIRABOSCHI, Mme Véronique MATEO, Mme Marianne CHABERT, M. Arnaud PERRIN-MITON, M. Philippe BONAVITACOLA, Mme Christelle MARET, M. Romain LACHAZE, Mme Betty POULIER.

Nombre de Conseillers :

Légal : 27
En exercice : 27
Présents : 17
Votants : 25

Ont donné un Pouvoir :
Mme Corinne DUDU a donné procuration à Mme Virginie ASPLET,
M. Pierre VOUILLON a donné procuration à M. Didier BOLE-BESANCON,
Mme Émile NAUDIN a donné pouvoir à Mme Nelly DUVERNAY,
M. Georges RANDON a donné procuration à M. Stéphane PLAZANET
Mme Corinne ARNAUD a donné procuration à Mme Maryse L'HERITIER,
M. Denis SAUJOT a donné procuration à M. le Maire,
Mme Anne-Florence GARCIA a donné pouvoir à M. Romain LACHAZE,
M. Pierre LIAGRE a donné pouvoir à M. Philippe BONAVITACOLA,
Mme Christelle AUBAGUE a donné pouvoir à M. Patrice GUIGUE.

Absents / Excusés :
Mme CREMILLIEU Caroline.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à la nomination d'une secrétaire de séance, Mme Virginie ASPLET, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-11-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

N°DB-2026/10/01/11 – INFORMATIONS SUR LES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Rapporteur : M. le Maire et M. Dider BOLE-BESANÇON, premier adjoint.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°DB-2026/05/07/01 du 07 mai 2026, le conseil municipal a délégué certaines de ses attributions au maire, ainsi qu'il est prévu à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. Conformément à l'article L.2122-23 de ce même code, Monsieur le Maire rend compte au conseil municipal des décisions qu'il a prises par délégation.

➢ **RENONCIATION A L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION**

Après avis de la Commission Urbanisme, consultée par voie électronique le 04 septembre 2026 et examen des déclarations d'intention d'aliéner sur les parcelles suivantes :

Numéro de dossier	Bien	Parcelle(s)	Adresse	Prix de vente	Avis
DIA 001 263 26 V 0045	Maison + terrain	AC 1030 AC 926	191 chemin Vert	299 000.00 €	Non préemption
DIA 001 263 26 V 0046	Maison + terrain	AC 270	88 chemin des Garennes	460 000.00 €	Non préemption
DIA 001 263 26 V 0047	Maison + terrain	AD 214 AD 277 AD 278	5 rue de St Trivier	110 000.00 €	Non préemption
DIA 001 263 26 V 0048	Maison + terrain	AH 696	545 avenue des Maisons Neuves	305 000.00 €	Non préemption
DIA 001 263 26 V 0049	Bâtiment + terrain	AD 733 (AD 396)	5 rue du Pont	350 000.00 €	Non préemption
DIA 001 263 26 V 0051	Maison + terrain	AH 859	358 rue du Sémaphore	345 000.00 €	Non préemption

➢ **DEMANDES DE SUBVENTIONS**

- Décision n°D-2026.07.11 du 29 juillet 2026 : Dépôt d'une demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Ain, au titre du dispositif « Pacte de Territoire 2026-2027 » afin de contribuer au financement du projet « d'aménagement de la rue des Minimes », à hauteur de 68 689,00 €, soit 15 % du coût prévisionnel du projet.

- Décision n°D-2026.07.12 du 29 juillet 2026 : Dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté de Communes Val de Saône Centre, au titre du dispositif « Fonds de concours 2026 » afin de contribuer au financement du projet « d'aménagement de la rue des Minimes », à hauteur de 30 000,00 €, soit 6,55 % du coût prévisionnel du projet.

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-11-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

- Décision n°D-2026.07.13 du 30 juillet 2026 : Dépôt d'une demande de subvention auprès de la Préfecture de l'Ain, au titre du dispositif « Dotation de soutien à l'investissement local » afin de contribuer au financement du projet « d'aménagement de la rue des Minimes », à hauteur de 87 220,00 €, soit 19,05 % du coût prévisionnel du projet.

➢ **ACCEPTATION D'UNE INDEMNITE DE SINISTRE**

- Décision n°D-2026.08.01 du 07 août 2026 : Acceptation d'un règlement de 2 908,80 € au titre de l'indemnisation du sinistre survenu le 22 mai 2026 (barrière de sécurité passage de la Voûte).

La présente délibération sera transmise à M. le préfet de l'Ain et fera l'objet des mesures de publicité prévues par la réglementation. Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant l'accomplissement de la dernière des formalités la rendant exécutoire.

Ainsi fait et délibéré les, jour, mois et an susdits ; ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme au registre,

Le Maire,
Didier RUTSCHI

Le secrétaire de séance,
Virginie ASPLET

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-11-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026

Accusé de réception en préfecture
001-210102638-20261001-DB2026-10-01-11-DE
Date de réception préfecture : 06/10/2026